



INFOLETTRE DE L'ORIENTATION

Avril 2023

n° 25

Actualités :

Bourses d'études pour l'année universitaire 2023-2024

La campagne de demande de bourses d'études pour l'année universitaire 2023-2024 commencera désormais au 1er juin. Vous êtes Monégasque, conjoint ou dépendant d'un ressortissant monégasque, vous êtes résident depuis au moins 10 ans ou vous êtes étranger dépendant d'un fonctionnaire/agent de l'Etat, de la Commune, d'un établissement public à Monaco ? Vous pourrez effectuer une demande auprès du Gouvernement Princier sur **MonGuichet.mc** :

<https://monservicepublic.gouv.mc/thematiques/education/allocations-aides-et-bourses/bourses/demander-une-bourse-d-etudes>

Un simulateur en ligne vous donnera une estimation du montant de l'aide susceptible de vous être accordée.

Besoin d'informations complémentaires ? Contactez le Pôle aides publiques et vie étudiante de la Direction de l'Éducation Nationale, de la Jeunesse et des Sports à l'adresse suivante : **denjsbourses@gouv.mc**.

Pour les étudiants non monégasques poursuivant des études supérieures en dehors de la Principauté :

- si les études sont effectuées dans leur pays : produire une attestation émanant des autorités de leur pays indiquant soit le montant de la bourse qui leur a été accordée, soit les raisons du refus de bourse.
- si les études sont effectuées en dehors de leur pays : produire une déclaration sur l'honneur attestant que l'étudiant ne perçoit pas d'aide financière identique ou similaire du pays dont il est ressortissant.

=> Ainsi, les étudiants français poursuivant des études supérieures en France doivent effectuer les démarches auprès du CROUS au plus tôt. Rendez-vous sur www.messervices.etudiant.gouv.fr.

Devenir animateur avec le BAFA

Le BAFA (*Brevet d'Aptitudes aux Fonctions d'Animateur*) est un diplôme permettant d'encadrer de façon occasionnelle des enfants et adolescents dans des centres de loisirs ou des colonies de vacances.

La formation se déroule en 3 temps : formation générale, stage pratique, session d'approfondissement.

La formation générale est ouverte aux personnes de 16 ans révolus.

Retrouvez la liste des organismes préparant au BAFA sur www.bafa-bafd.jeunes.gouv.fr.

“

La plus grande gloire n'est pas de ne jamais tomber, mais de se relever à chaque chute.

Nelson MANDELA

”

S'informer

En recherche d'un stage estival, d'un job étudiant ou d'une alternance pour la rentrée prochaine ? Consultez le site Internet de la Cellule-Emploi Jeunes pour connaître les aides auxquelles vous avez droit et les démarches à effectuer :

<https://cellule-emploi-jeunes.gouv.mc/je-suis-un-jeune>

Partagez vos idées

Vous vous posez des questions sur un thème particulier ? Vous souhaiteriez avoir un focus sur des études ou une branche professionnelle précise ?

N'hésitez pas à nous envoyer votre demande par email à cien@gouv.mc.

Le sujet pourra être traité dans l'année.

N'oubliez pas :

L'Infolettre de l'Orientation est pour vous !



FOCUS

Les études de droit

Qu'il s'agisse de la sphère privée ou professionnelle, le droit régit la vie en société dans un grand nombre de domaines. Droit privé, droit public, droit international... ces trois grandes branches abritent de nombreuses spécialités juridiques ! Il y a l'embarras du choix en termes de spécialités et de secteurs d'application.

Quand on pense au droit, on envisage d'abord les cursus permettant de devenir juge ou avocat et au droit tel qu'il est enseigné à l'université mais d'autres formations supérieures, notamment certains BTS et BUT, comprennent un volet juridique dans leurs programmes. Les nombreux diplômes s'échelonnent de Bac+2 à Bac+8.

Des études courtes pour une insertion professionnelle rapide : le BTS Collaborateur Juriste Notarial ou le BUT Carrières Juridiques.

Des études longues à l'université pour les professionnels du droit : Licences (Bac+3) et Masters (Bac+ 5).

Les études universitaires restent la référence pour se former aux métiers du droit et de la justice. Avec un Bac+5, les étudiants sont prêts à se lancer :

- dans la vie active dans les grandes entreprises recrutant de nombreux juristes avec des Masters spécialisés (droit fiscal, droit des affaires, droit social, droit de la propriété intellectuelle, droit de l'urbanisme...),
- exercer des professions libérales réglementées (notaire, avocat, huissier...) après une formation dans des écoles professionnelles,
- intégrer la Fonction Publique (police, magistrature, greffe, administration pénitentiaire...) pour exercer des professions au service de l'Etat, après une formation dans des écoles spécialisées.

NB : à Monaco, l'Institut Monégasque de Formation aux Professions Judiciaires dispense une formation pour préparer le concours de la magistrature ou l'examen d'avocat pour les étudiants monégasques.

Les formations universitaires à double compétence

De nombreuses universités proposent des licences bidisciplinaires qui associent au droit la science politique, les biotechnologies, l'économie, les sciences sociales ou l'histoire de l'art. Ce sont des filières sélectives qui permettent d'acquérir une double compétence, fort utile dans le monde du travail.

Beaucoup d'universités ont également entrepris d'ouvrir leurs cursus sur l'international et proposent des formations mêlant droit français et droit étranger. Certaines de ces formations permettent d'obtenir un double diplôme et d'effectuer une partie du diplôme à l'étranger.

Attention ! A l'université, le droit est une filière en tension. La licence de droit étant la plus demandée sur Parcoursup, les universités vérifient l'adéquation du profil des lycéens avec les attendus de la formation.

Une alternative à l'université :

- La classe prépa D1 droit-économie (2 ans) proposée par le lycée Stanislas de Nice en partenariat avec l'Université de Nice.
- Le Cycle Pluridisciplinaire d'Études Supérieures (CPES) : une formation en 3 ans menant au grade de Licence. Le CPES parcours Humanités, lettres et sociétés offrant une majeure en droit, est proposé par l'Université Côte d'Azur, en partenariat avec l'Institut Stanislas de Cannes.

Les Instituts d'Études Politiques (IEP)

De niveau Bac+5, le diplôme d'IEP permet d'intégrer le monde professionnel dans des secteurs juridiques (plus de 40 Masters Carrières Publiques et quelques Masters en Droit). Il peut aussi constituer un socle de formation permettant de se présenter aux concours administratifs ou de rejoindre des formations professionnelles du droit et de la justice.

Pour en savoir plus sur les études de droit : <https://cien.gouv.mc/Informations-sur-les-etudes/Les-etudes-de-droit>